

DELIBERATION N° 2017-39

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 25 AVRIL 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711.1 et suivants,
Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-12 46 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
Vu les Statuts de l'UNS,
Vu le Règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°22-2017 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du Conseil d'administration en date du 22 mars 2017,
Vu l'arrêté n°51-2016 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du conseil d'administration, en date du 20 avril 2016,
Vu la délibération n°2016-38 portant délégation du pouvoir du conseil d'administration au président de l'UNS en date du 2 mai 2016,

Article 1 :

Adopte le principe d'acquisition par l'Etat d'un terrain, actuellement propriété de l'Etablissement Public d'Aménagement, situé sur la commune de Nice (Chemin de la digue des français, ave Pierre Isnard et ave Simone Veil) sur fonds CPER mobilisés par l'UNS maître d'ouvrage de l'opération et sur lequel sera édifié un bâtiment qui accueillera l'IMREDD.

Article 2 :

Autorise la Présidente de l'UNS à signer l'acte de vente correspondant.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 26

Fait à Nice, le 4 mai 2017

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : **2017-39**

TRANSMISE AU RECTEUR : - 9 MAI 2017

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation,
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Emmanuel TRIC

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

